

Cette somme et ses modalités d'utilisation sont inscrites, d'une part, dans les comptes annuels du comité social et économique ou, le cas échéant, dans les documents mentionnés à l'article [L. 2315-65](#) et, d'autre part, dans le rapport mentionné à l'article [L. 2315-69](#).

R. 2315-32

Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut d'accord entre le comité central et les comités d'établissement prévu à l'article [L. 2315-62](#) et à défaut de stipulations dans la convention collective de branche, le tribunal judiciaire fixe le montant de la subvention de fonctionnement que doit rétrocéder chaque comité d'établissement au comité central en vue de constituer le budget de fonctionnement de ce dernier.

Sous-section 9 : Etablissement et contrôle des comptes du comité social et économique

D. 2315-33

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les seuils mentionnés au II de l'article [L. 2315-64](#) permettant au comité social et économique d'adopter une présentation simplifiée de ses comptes et de n'enregistrer ses créances et ses dettes qu'à la clôture de l'exercice sont fixés :

- 1° A cinquante pour le nombre de salariés à la clôture d'un exercice ;
- 2° Au montant prévu au 2° de l'article [R. 612-1 du code de commerce](#) des ressources annuelles définies à l'article [D. 2315-34](#) ;
- 3° Au montant du total du bilan prévu au 3° de l'article [R. 612-1 du code de commerce](#).

D. 2315-34

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'appréciation du seuil mentionné au 2° de l'article [D. 2315-33](#), les ressources annuelles sont égales au total :

- 1° Du montant de la subvention de fonctionnement prévue à l'article [L. 2315-61](#) ;
- 2° Du montant des ressources mentionnées à l'article [R. 2312-50](#), à l'exception des produits de cession d'immeubles pour les revenus mentionnés au 8° dudit article ;
- 3° Après déduction, le cas échéant, du montant versé au comité social et économique central ou au comité des activités sociales et culturelles interentreprises en vertu de la convention prévue respectivement aux articles [D. 2326-7](#) et [R. 2312-44](#).

D. 2315-35

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le seuil de ressources annuelles permettant au comité social et économique de s'acquitter de ses obligations comptables selon les modalités définies à l'article [L. 2315-65](#) est celui fixé à l'article [D. 612-5 du code de commerce](#).

D. 2315-36

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'appréciation du seuil mentionné à l'article [D. 2315-35](#), les ressources annuelles sont égales au total :

- 1° Du montant de la subvention de fonctionnement prévue à l'article [L. 2315-61](#) ;
- 2° Du montant des ressources mentionnées à l'article [R. 2312-50](#), à l'exception des produits de cession d'immeubles pour les revenus mentionnés au 8° dudit article ;